

No. 54705*

**Peru
and
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization**

Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Government of the Republic of Peru for the establishment and operation of the Regional Centre for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage of Latin America in Cuzco (Peru). Paris, 22 February 2006

Entry into force: 20 February 2008, in accordance with article 18

Authentic texts: French and Spanish

Registration with the Secretariat of the United Nations: Peru, 28 September 2017

Note: See also annex A, No. 54705.

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Pérou
et
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture**

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Gouvernement de la République du Pérou en vue de l'établissement et du fonctionnement du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Amérique latine à Cusco (Pérou). Paris, 22 février 2006

Entrée en vigueur : 20 février 2008, conformément à l'article 18

Textes authentiques : français et espagnol

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Pérou,
28 septembre 2017

Note : Voir aussi annexe A, No. 54705.

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages*

ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE

**L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE**

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU

**EN VUE DE L'ÉTABLISSEMENT ET DU FONCTIONNEMENT
DU CENTRE RÉGIONAL POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE
CULTUREL IMMATÉRIEL DE L'AMÉRIQUE LATINE
À CUSCO (PÉROU)**

Le Gouvernement de la République du Pérou d'une part, et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'autre part,

Prenant en considération la Déclaration finale du XIII^e Sommet ibéro-américain des Chefs d'État et de gouvernement, Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, novembre 2003,

Prenant note de la résolution 33 C/40 par laquelle la Conférence générale de l'UNESCO tend à favoriser la coopération internationale en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel,

Considérant que le Directeur général a été autorisé par la Conférence générale (résolution 33 C/46) à conclure avec le Gouvernement du Pérou un Accord conforme au projet qui lui a été soumis,

Désireux de définir dans le présent Accord les modalités de la contribution qui sera accordée au Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Amérique latine, Cusco,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier – Interprétation

1. Dans le présent Accord, « l'UNESCO » désigne l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
2. « Le Centre » désigne le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Amérique latine (CRESPIAL) de Cusco (Pérou).
3. « Le Gouvernement » désigne le Gouvernement de la République du Pérou.
4. « La Convention » désigne la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en octobre 2003.
5. « Le Comité intergouvernemental » désigne l'organisme prévu à l'article 5 de la Convention.
6. « Les États participants » désigne les États qui ont fait parvenir une notification au Directeur général de l'UNESCO, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 du présent Accord.

Article 2 – Création

Le Gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires à la création et au fonctionnement au Pérou, conformément aux dispositions du présent Accord, du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Amérique latine dont le siège sera à Cusco, Pérou.

Article 3 – Participation

1. Le Centre constituera une institution autonome de caractère international au service des États membres de l'UNESCO pour appuyer des actions de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel des pays d'Amérique latine souhaitant coopérer avec lui.

2. Les États membres de la région d'Amérique latine qui désirent participer aux activités du Centre, conformément aux dispositions du présent Accord, feront parvenir au Directeur général de l'UNESCO une notification à cet effet et désigneront l'organisme national en charge de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Le Directeur général informera le Centre ainsi que les États membres mentionnés ci-dessus de la réception de cette notification.

Article 4 - Objectifs de l'Accord

Le présent Accord a pour objet de définir les modalités de collaboration entre l'UNESCO et le Gouvernement ainsi que les droits et obligations en découlant pour les parties.

Article 5 - Personnalité juridique

Le Centre jouira sur le territoire de la République du Pérou de la personnalité civile et de la capacité juridique qui lui est nécessaire dans l'exercice de ses fonctions, notamment de la capacité :

- de contracter ;
- d'ester en justice ;
- d'acquérir et aliéner des biens mobiliers et immobiliers.

Article 6 - Objectifs et fonctions

1. Le Centre a pour objectifs :

- a) d'articuler, échanger et diffuser les actions de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel des États participants ;
- b) de promouvoir la mise en œuvre et le suivi de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et d'autres instruments juridiques internationaux en vigueur dans ce domaine ;
- c) de promouvoir et renforcer la coopération entre les pays de la région et appuyer les capacités nationales dans ce domaine ;
- d) de sensibiliser les États participants pour que les communautés soient associées aux activités de sauvegarde de leur patrimoine culturel immatériel.

2. Le Centre a pour fonctions :

- a) de créer des espaces de discussion et d'échange ;
- b) de rassembler, organiser et diffuser les informations dans le domaine du patrimoine culturel immatériel ;
- c) d'établir des réseaux d'échange d'informations, de spécialistes et d'agents culturels ;
- d) de favoriser la coopération entre des institutions ;
- e) de maintenir une liaison avec le Comité intergouvernemental ;

- f) de promouvoir des activités régionales de formation et de renforcement des capacités sur demande des États participants ;
- g) de promouvoir des activités régionales de sensibilisation relatives à la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel à travers les médias.

Article 7 - Conseil d'administration

1. L'activité du Centre sera guidée par un Conseil d'administration, renouvelé tous les deux ans et composé :

- a) d'un représentant du gouvernement intéressé ;
- b) d'un représentant de la société civile du pays intéressé ;
- c) d'un représentant du gouvernement et de la société civile de chacun des autres États participants;
- d) d'un représentant du Directeur général de l'UNESCO.

(Chaque État participant déterminera le mécanisme de sélection du représentant de la société civile)

2. Le Conseil d'administration :

- a) adopte les programmes à moyen et long terme du Centre ;
- b) adopte le programme et le budget annuels du Centre, y compris le tableau des effectifs;
- c) examine les rapports annuels que lui adresse le Directeur du Centre ;
- d) établit les règlements et définit les procédures financières, administratives et de gestion du personnel du Centre ;
- e) décide de la participation des organisations intergouvernementales régionales et des organismes internationaux aux activités du Centre ;
- f) approuve les rapports financiers présentés par le Directeur.

3. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire à intervalles réguliers, soit au moins une fois par année civile. Il se réunit en session extraordinaire sur convocation de son président, soit à l'initiative de celui-ci ou du Directeur général de l'UNESCO, soit à la demande de deux tiers de ses membres.

4. Le Conseil établit son propre règlement intérieur. Pour la première réunion, la procédure à suivre est établie par le Gouvernement et l'UNESCO.

Article 8 - Comité exécutif

1. En vue d'assurer le fonctionnement efficace du Centre, un Comité exécutif composé de cinq membres élus par le Conseil d'administration sera créé. Le Comité se réunira au moins deux fois par an et sera chargé :

- a) de superviser les programmes du Centre ;
 - b) d'assurer le suivi des activités du Centre approuvées par le Conseil d'administration;
 - c) d'examiner le programme et le budget et de soumettre ses recommandations au Conseil d'administration ;
 - d) de proposer des candidats au poste de Directeur du Centre au Conseil d'administration.
2. Le Comité exécutif établit son propre règlement intérieur.

Article 9 - Secrétariat

1. Le Secrétariat du Centre se compose d'un directeur et du personnel nécessaire au bon fonctionnement du Centre.
2. Le Directeur est nommé pour une période de quatre ans par le Conseil d'administration, après consultation avec le Directeur général de l'UNESCO, et devra posséder une formation universitaire et une expérience professionnelle reconnue dans l'un des domaines du patrimoine culturel immatériel.
3. Les autres membres du Secrétariat peuvent être :
- a) toute personne nommée par le Directeur conformément aux procédures établies par le Conseil d'administration ;
 - b) les fonctionnaires que le Gouvernement mettrait à la disposition du Centre, conformément à la réglementation nationale.

Article 10 - Fonctions du Directeur

Le Directeur exerce les fonctions suivantes :

- a) diriger les travaux du Centre en se conformant aux programmes et directives arrêtés par le Conseil d'administration et le Comité exécutif ;
- b) proposer les projets de programme et de budget à soumettre au Conseil d'administration pour adoption ;
- c) préparer l'ordre du jour provisoire des sessions du Conseil d'administration et du Comité exécutif et leur présenter toutes propositions qu'il juge utiles pour l'administration du Centre ;
- d) établir et soumettre au Conseil d'administration des rapports sur les activités du Centre;
- e) représenter le Centre en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- f) nommer les membres du personnel conformément aux statuts du personnel approuvés par le Conseil d'administration.

Article 11 - Contribution de l'UNESCO

1. L'UNESCO pourra apporter une aide sous forme de contribution technique et administrative pour la mise en place du Centre et son fonctionnement. La Conférence générale de l'UNESCO pourrait décider de financer des activités ponctuelles du Centre à condition qu'elles soient jugées conformes aux buts et objectifs stratégiques de l'UNESCO.
2. L'UNESCO associera le Centre à l'exécution d'activités portant sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de la Région et sur le renforcement des capacités nationales et locales de sauvegarde de ce patrimoine.
3. L'UNESCO s'engage à :
 - apporter le concours de ses experts dans les domaines de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;
 - associer le Centre aux diverses activités que l'UNESCO met en œuvre et dans lesquelles la participation du Centre lui paraît nécessaire.
4. L'UNESCO encouragera les entités financières internationales gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les États membres, à fournir une aide financière et une assistance technique et à proposer des projets adéquats pour le Centre, et facilitera les contacts avec les autres organisations internationales qui s'intéressent à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.
5. Dans tous les cas énumérés ci-dessus, cette contribution sera prévue au Programme et budget de l'UNESCO.

Article 12 - Contribution du Gouvernement

Le Gouvernement s'engage à fournir tous les moyens financiers et/ou en nature nécessaires pour l'administration et le bon fonctionnement du Centre en :

- mettant à la disposition du Centre des locaux pour son siège à Cusco ;
- assumant entièrement pendant la période 2006-2011 les dépenses de fonctionnement et d'entretien du Centre et examinant annuellement l'utilisation de ces ressources ;
- allouant un budget annuel de 500.000 dollars des États-Unis au Centre par l'intermédiaire de l'Institut national de la culture de Cusco (INC-Cusco). Ce montant couvrira à la fois les dépenses administratives afférentes au fonctionnement du Centre, les frais d'organisation des sessions du Conseil d'administration et du Comité exécutif ainsi que les frais de réalisation de certaines activités ;
- mettant à la disposition du Centre le personnel administratif nécessaire à l'exécution de ses fonctions et prenant à sa charge les dépenses y afférentes.

Article 13 - Privilèges et immunités

1. Le Gouvernement applique à l'UNESCO et à ses fonctionnaires et experts, ainsi qu'aux représentants des États membres et Membres associés assistant aux réunions des organes directeurs, les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.

2. Le Gouvernement autorise toute personne invitée à assister aux réunions du Conseil d'administration et du Comité exécutif ou se rendant au Centre en mission officielle à entrer sans frais de visa sur son territoire, à y séjourner et à le quitter.
3. Les biens, avoirs et revenus du Centre sont exemptés de toute imposition directe. De plus, le Centre est exempté du paiement de tous droits ou taxes perçus sur les matériels, fournitures et documents importés ou exportés à son usage officiel.
4. Le Centre peut être titulaire de comptes en n'importe quelle monnaie, détenir des fonds et devises de toute nature et les transférer librement.
5. Le Gouvernement répond à toute réclamation formulée par des tiers à l'encontre de l'UNESCO, de membres de son personnel ou d'autres personnes employées par le Centre et les dégage de toute responsabilité pour les activités menées par le Centre en vertu du présent Accord, sauf dans les cas où l'UNESCO et le Gouvernement seraient convenus que la réclamation ou la responsabilité en question résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle des personnes en cause.

Article 14 – Responsabilité

Le Centre étant juridiquement distinct de l'UNESCO, celle-ci n'a à son égard ni responsabilité juridique ni aucune autre obligation, qu'elle soit de gestion financière ou d'une autre nature, à l'exception des dispositions expressément prévues au présent Accord.

Article 15 – Évaluation

1. L'UNESCO pourra procéder, à tout moment, à une évaluation des activités du Centre afin de vérifier :
 - si le Centre apporte une contribution appréciable aux objectifs stratégiques de l'UNESCO ;
 - si les activités effectivement poursuivies par le Centre sont en conformité avec celles énoncées par le présent Accord.
2. L'UNESCO s'engage à remettre dans les meilleurs délais au Gouvernement un rapport sur toute évaluation à laquelle il aura procédé.
3. En fonction des résultats d'une évaluation, l'UNESCO se réserve la possibilité de dénoncer le présent Accord ou d'en modifier le contenu.

Article 16 - Utilisation du nom et de l'emblème de l'UNESCO

1. Le Centre pourra faire mention de sa relation avec l'UNESCO. Il pourra donc faire suivre son nom de la mention « sous l'égide de l'UNESCO ».
2. Le Centre est autorisé à utiliser l'emblème de l'UNESCO ou une version de cet emblème sur son papier à en-tête et ses documents.

Article 17 - Durée de l'assistance de l'UNESCO

L'assistance fournie par l'UNESCO en application du présent Accord sera accordée pendant une période de six ans à partir de l'entrée en vigueur de celui-ci et pourra être reconduite par accord mutuel.

Article 18 - Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur une fois que les formalités requises à cet effet par le droit interne du Pérou et par les règles internes de l'UNESCO auront été accomplies.

Article 19 - Dénonciation

1. Le non-respect d'une ou de plusieurs obligations contenues dans le présent Accord par l'une des parties donne à l'autre le droit de dénoncer unilatéralement l'Accord.
2. La dénonciation prendra effet dans les six mois suivant la réception de la notification adressée par une des parties contractantes à l'autre.

Article 20 - Révision

Le présent Accord pourra être révisé par accord entre l'UNESCO et le Gouvernement.

Article 21 - Règlement des différends


1. Tout différend entre l'UNESCO et le Gouvernement au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord est, s'il n'est pas réglé par voie de négociation ou par tout autre mode de règlement convenu par les parties, soumis aux fins de décision définitive à un tribunal de trois arbitres dont un est désigné par le Directeur général de l'UNESCO, un autre par le Gouvernement et le troisième, qui présidera le Tribunal, choisi d'un commun accord par les deux autres, ou, à défaut d'accord entre eux sur ce choix, par le Président de la Cour internationale de Justice.
2. La décision du Tribunal est définitive.

FAIT en deux exemplaires, chacun en langues française et espagnole, le 22 février 2006.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures

Pour l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture

Pour le Gouvernement de la République
du Pérou


Koichirō Matsuura
Directeur général


Oskar Maúrtua de Romaña
Ministre des Affaires étrangères

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO

ENTRE

**LA ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA EDUCACIÓN, LA
CIENCIA Y LA CULTURA**

Y

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ

**REFERENTE A LA CREACIÓN Y AL FUNCIONAMIENTO DEL CENTRO
REGIONAL PARA LA SALVAGUARDIA DEL PATRIMONIO CULTURAL
INMATERIAL DE AMÉRICA LATINA EN CUSCO (PERÚ)**

El Gobierno de la República del Perú por una parte, y el Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, por otra parte,

Tomando en consideración la Declaración final de la XIIIª Cumbre Iberoamericana de Jefes de Estado y de Gobierno, celebrada en Santa Cruz de la Sierra (Bolivia) en noviembre de 2003,

Teniendo presente la Resolución 33 C/40 de la Conferencia General de la UNESCO que tiene por objeto propiciar la cooperación internacional en materia de salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial,

Teniendo en cuenta que la Conferencia General ha autorizado al Director General (Resolución 33 C/46) a firmar con el Gobierno del Perú un acuerdo conforme al proyecto sometido a la Conferencia General,

Deseosos de definir en el presente Acuerdo las modalidades de la contribución que se otorgará al Centro Regional para la Salvaguardia del Patrimonio Cultural Inmaterial de América Latina en Cusco,

Acuerdan lo siguiente:

Artículo 1 - Interpretación

1. En el presente Acuerdo, se entiende por “la UNESCO”, la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.
2. Se entiende por “el Centro”, el Centro Regional para la Salvaguardia del Patrimonio Cultural Inmaterial de América Latina (CRESPIAL) en Cusco (Perú).
3. Se entiende por “el Gobierno”, el Gobierno de la República del Perú.
4. Se entiende por “la Convención”, la Convención para la Salvaguardia del Patrimonio Cultural Inmaterial aprobada por la Conferencia General de la UNESCO en octubre de 2003.
5. Se entiende por “el Comité Intergubernamental” el organismo mencionado en el Artículo 5 de la Convención.
6. Se entiende por “los Estados participantes”, los Estados que hayan hecho llegar al Director General de la UNESCO una notificación, de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 2 del Artículo 3 del presente Acuerdo.

Artículo 2 - Creación

El Gobierno conviene en adoptar cuantas medidas sean necesarias para el establecimiento y el funcionamiento, en el Perú, de conformidad con lo dispuesto en el presente Acuerdo, del Centro Regional para la Salvaguardia del Patrimonio Cultural Inmaterial de América Latina, con sede en la ciudad de Cusco (Perú).

Artículo 3 - Participación

1. El Centro será una institución autónoma de carácter internacional al servicio de los Estados Miembros de la UNESCO encargada de apoyar las actividades de salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial de los países de América Latina que deseen cooperar con él.

2. Los Estados Miembros de la región de América Latina que deseen participar en las actividades del Centro, según lo dispuesto en el presente Acuerdo, deberán enviar al Director General de la UNESCO una notificación en este sentido y designar el organismo nacional encargado de la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial. El Director General acusará recibo de esa notificación al Centro, así como a los Estados Miembros mencionados *supra*.

Artículo 4 - Objetivos del Acuerdo

El presente Acuerdo tiene por objeto definir las modalidades de colaboración entre la UNESCO y el Gobierno, así como los correspondientes derechos y obligaciones de las partes.

Artículo 5 - Personalidad jurídica

El Centro gozará, en el territorio de la República del Perú, de la personalidad y la capacidad jurídicas necesarias para desempeñar sus funciones, en particular de la capacidad de:

- contratar,
- actuar en justicia,
- adquirir bienes muebles e inmuebles y enajenarlos.

Artículo 6 – Objetivos y funciones

1. Los objetivos del Centro consistirán en:

- a) articular, intercambiar y difundir las actividades de salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial de los Estados participantes;
- b) promover la aplicación y el seguimiento de la Convención de la UNESCO para la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial y de otros instrumentos jurídicos internacionales vigentes en ese ámbito;
- c) promover y reforzar la cooperación entre los países de la región y respaldar las capacidades nacionales en ese ámbito;
- d) sensibilizar a los Estados participantes para que las comunidades estén asociadas a las actividades de salvaguardia de su patrimonio cultural inmaterial.

2. Las funciones del Centro consistirán en:

- a) crear espacios de debate e intercambio;
- b) acopiar, organizar y difundir información referente al patrimonio cultural inmaterial;
- c) establecer redes de intercambio de información, de especialistas y de agentes culturales;
- d) favorecer la cooperación entre instituciones;
- e) mantener el enlace con el Comité Intergubernamental;

- f) promover actividades regionales de formación y fortalecimiento de las capacidades a petición de los Estados participantes;
- g) promover actividades regionales de sensibilización relativas a la valorización del patrimonio cultural inmaterial por conducto de los medios de comunicación.

Artículo 7 - Consejo de Administración

1. De la orientación de las actividades del Centro se encargará un Consejo de Administración, que se renovará cada dos años y estará integrado por:

- a) un representante del Gobierno interesado;
- b) un representante de la sociedad civil del país interesado;
- c) un representante del Gobierno y de la sociedad civil de cada uno de los demás Estados participantes;
- d) un representante del Director General de la UNESCO.

(cada Estado participante determinará el mecanismo de selección del representante de la sociedad civil)

2. El Consejo de Administración:

- a) aprobará los programas a medio y largo plazo del Centro;
- b) aprobará el plan de trabajo y el presupuesto anuales del Centro, comprendida la dotación de personal;
- c) examinará los informes anuales presentados por el Director del Centro;
- d) establecerá las normas y reglamentos pertinentes y determinará los procedimientos a que se ajustará la gestión financiera, administrativa y del personal del Centro;
- e) decidirá sobre la participación de organizaciones intergubernamentales regionales y organismos internacionales en la labor del Centro;
- f) aprobará los informes financieros presentados por el Director.

3. El Consejo de Administración celebrará periódicamente reuniones ordinarias, al menos una vez por año. Podrá celebrar reuniones extraordinarias convocadas por su Presidente, por iniciativa de éste o del Director General de la UNESCO, o a petición de dos tercios de sus miembros.

4. El Consejo de Administración aprobará su propio Reglamento. En su primera reunión se seguirá el procedimiento que establezcan el Gobierno y la UNESCO.

Artículo 8 - Comité Ejecutivo

1. Para velar por un funcionamiento eficaz del Centro, se creará un Comité Ejecutivo compuesto por cinco miembros elegidos por el Consejo de Administración. El Comité deberá reunirse al menos dos veces al año y se encargará de:

- a) supervisar los programas del Centro;
 - b) velar por el seguimiento de las actividades del Centro aprobadas por el Consejo de Administración;
 - c) examinar el programa y presupuesto y someter sus recomendaciones al Consejo de Administración;
 - d) proponer al Consejo de Administración candidaturas para el puesto del Director del Centro.
2. El Comité Ejecutivo aprobará su propio Reglamento.

Artículo 9 - Secretaría

1. La Secretaría del Centro estará compuesta por un Director y el personal que sea necesario para el buen funcionamiento del Centro.
2. El Director del Centro será nombrado por un periodo de cuatro años por el Consejo de Administración, previa consulta con el Director General de la UNESCO, y deberá contar con una formación universitaria y una experiencia profesional reconocida en uno de los ámbitos del patrimonio cultural inmaterial.
3. Los otros miembros de la Secretaría podrán ser:
- a) toda persona nombrada por el Director, de conformidad con los procedimientos establecidos por el Consejo de Administración;
 - b) funcionarios adscritos al Centro por el Gobierno, de conformidad con la reglamentación nacional.

Artículo 10 - Funciones del Director

El Director desempeñará las siguientes funciones:

- a) dirigir la labor del Centro de conformidad con los programas y las directrices que determinen el Consejo de Administración y el Comité Ejecutivo;
- b) proponer los proyectos de programa y presupuesto que se han de someter a la aprobación del Consejo de Administración;
- c) preparar el orden del día provisional de las reuniones del Consejo de Administración y del Comité Ejecutivo y presentarles toda propuesta que estime conveniente para la administración del Centro;
- d) preparar y presentar al Consejo de Administración informes sobre las actividades del Centro;
- e) ejercer la representación del Centro ante los tribunales y en toda acción civil;
- f) nombrar a los miembros del personal de conformidad con el estatuto y reglamento del personal aprobados por el Consejo de Administración.

Artículo 11 - Contribución de la UNESCO

1. La UNESCO podrá aportar una ayuda en forma de asistencia técnica y administrativa para la creación y el funcionamiento del Centro. La Conferencia General de la UNESCO podrá decidir financiar determinadas actividades del Centro siempre que sean consideradas consonantes con los fines y objetivos estratégicos de la UNESCO.
2. La UNESCO asociará al Centro a la ejecución de actividades relativas a la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial de la región y al aumento de las capacidades nacionales y locales en materia de salvaguardia de ese patrimonio.
3. La UNESCO se compromete a:
 - aportar la colaboración de sus expertos en los ámbitos de la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial;
 - asociar al Centro a las distintas actividades que lleva a cabo la UNESCO y en las que estime necesaria la participación del Centro.
4. La UNESCO incitará a los organismos financieros internacionales, gubernamentales y no gubernamentales, así como a sus Estados Miembros, a prestar asistencia financiera y técnica y proponer proyectos adecuados al Centro, y facilitará los contactos con otras organizaciones internacionales que se interesen por la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial.
5. En todos los casos enumerados precedentemente, la contribución se consignará en el programa y presupuesto de la UNESCO.

Artículo 12 - Contribución del Gobierno

El Gobierno se compromete a suministrar todos los medios financieros o en especie necesarios para la administración y el buen funcionamiento del Centro, y en particular:

- pondrá a disposición del Centro locales para la sede del Centro en Cusco;
- tomará a su cargo, durante el periodo 2006-2011, todos los gastos de funcionamiento y mantenimiento del Centro y examinará anualmente la utilización de esos recursos;
- asignará al Centro un presupuesto anual de 500.000 dólares estadounidenses por conducto del Instituto Nacional de Cultura de Cusco (INC-Cusco). Esta cuantía sufragará a un tiempo el costo administrativo del funcionamiento del Centro, los gastos de organización de las reuniones del Consejo de Administración y del Comité Ejecutivo y los gastos de realización de algunas actividades;
- pondrá a disposición del Centro el personal administrativo necesario para el desempeño de sus funciones y sufragará los gastos correspondientes.

Artículo 13 - Privilegios e inmunidades

1. El Gobierno aplicará a la UNESCO, así como a sus funcionarios y expertos, y a los representantes de los Estados Miembros y Miembros Asociados que asistan a las reuniones de los órganos rectores, las disposiciones de la Convención sobre los Privilegios e Inmunidades de los Organismos Especializados.

2. El Gobierno autorizará la entrada, libre de gastos de visado, así como la permanencia en su territorio y la salida del mismo, de toda persona que haya sido invitada a participar en las reuniones del Consejo de Administración y del Comité Ejecutivo o haya acudido al Centro en misión oficial.
3. Los bienes, haberes e ingresos del Centro estarán exentos de todo impuesto directo. Además, el Centro estará exento del pago de todo derecho o impuesto aplicable a materiales, suministros y documentos importados o exportados para uso oficial.
4. El Centro podrá abrir cuentas en cualquier moneda, disponer de fondos y divisas de cualquier tipo y transferirlos libremente.
5. El Gobierno se ocupará de resolver todas las reclamaciones hechas por terceros contra la UNESCO, contra los miembros de su personal o contra otras personas empleadas por el Centro y pondrá a la UNESCO y a las personas que acaban de mencionarse a cubierto de toda reclamación u obligación resultante de las tareas del Centro en virtud de este Acuerdo, excepto en los casos en que la UNESCO y el Gobierno estuvieren de acuerdo para estimar que esas reclamaciones u obligaciones son consecuencia de una negligencia grave o de una falta deliberada de esas personas.

Artículo 14 - Responsabilidad

Habida cuenta de que el Centro tiene personalidad jurídica propia, la UNESCO no tiene para con él responsabilidad jurídica ni obligación alguna, ya sea financiera o de otra índole, salvo las expresamente previstas en el presente Acuerdo.

Artículo 15 - Evaluación

1. La UNESCO podrá efectuar en todo momento una evaluación de las actividades del Centro para comprobar:
 - si el Centro contribuye de manera apreciable al logro de los objetivos estratégicos de la UNESCO;
 - si las actividades efectivamente realizadas por el Centro son conformes a las enunciadas en el presente Acuerdo.
2. La UNESCO se compromete a presentar al Gobierno, en cuanto sea posible, un informe sobre toda evaluación efectuada.
3. La UNESCO se reserva la facultad de denunciar el presente Acuerdo o modificar su contenido habida cuenta de los resultados de una evaluación.

Artículo 16 - Utilización del nombre y el logotipo de la UNESCO

1. El Centro podrá mencionar su relación con la UNESCO. Por consiguiente, podrá consignar bajo su nombre la mención "bajo los auspicios de la UNESCO".
2. El Centro estará autorizado a utilizar el logotipo de la UNESCO, o una versión del mismo, en el membrete de su correspondencia y documentos.

Artículo 17 - Duración de la asistencia de la UNESCO

La asistencia prestada por la UNESCO en aplicación del presente Acuerdo durará seis años a partir de su entrada en vigor y podrá prorrogarse por mutuo acuerdo.

Artículo 18 - Entrada en vigor

El presente Acuerdo entrará en vigor una vez que se cumplan todas las formalidades requeridas a tal efecto por la legislación de la República del Perú y los reglamentos de la UNESCO.

Artículo 19 - Denuncia

1. El incumplimiento de una o varias de las obligaciones contenidas en el presente Acuerdo por una de las partes autorizará a la otra parte a denunciarlo unilateralmente.
2. La denuncia será efectiva seis meses después de que una de las partes contratantes reciba la notificación remitida por la otra parte.

Artículo 20 - Revisión

El presente Acuerdo podrá ser revisado si el Gobierno y la UNESCO convienen en ello.

Artículo 21 - Solución de controversias


1. Toda controversia entre la UNESCO y el Gobierno acerca de la interpretación o aplicación del presente Acuerdo, que no se resuelva mediante negociación o cualquier otra forma de acuerdo convenida por las partes, se someterá para su resolución definitiva a un tribunal compuesto por tres árbitros, uno de los cuales será designado por el Gobierno del Perú, otro por el Director General de la UNESCO y el tercero, que presidirá el tribunal, será elegido de común acuerdo entre ellos o, a falta de acuerdo sobre esa elección, por el Presidente de la Corte Internacional de Justicia.
2. La decisión del Tribunal será definitiva.

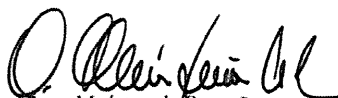
Hecho en dos ejemplares, cada uno de ellos en español y en francés, el 22 de febrero de 2006.

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos firman el presente Acuerdo.

Por la Organización de las Naciones Unidas
para la Educación, la Ciencia y la Cultura

Por el Gobierno del Perú


Koïchiro Matsuura
Director General


Oscar Maúrtua de Romaña
Ministro de Relaciones Exteriores

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC
AND CULTURAL ORGANIZATION AND THE GOVERNMENT OF THE
REPUBLIC OF PERU ON THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF THE
REGIONAL CENTRE FOR THE SAFEGUARDING OF THE INTANGIBLE
CULTURAL HERITAGE OF LATIN AMERICA IN CUZCO (PERU)

The Government of the Republic of Peru on the one hand, and the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) on the other hand,

Taking into consideration the final declaration of the thirteenth Ibero-American Summit of Heads of State and Government, held in Santa Cruz, Bolivia, in November 2003,

Taking note of UNESCO resolution 33 C/40 whereby the UNESCO General Conference seeks to favour international cooperation in respect of the safeguarding of the intangible cultural heritage,

Considering that the Director-General has been authorized by the General Conference (UNESCO resolution 33 C/46) to conclude with the Government of Peru an agreement in accordance with the draft submitted to the General Conference,

Desirous of defining the terms and conditions governing the contribution that shall be granted to the Regional Centre for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage of Latin America in Cuzco,

Have agreed as follows:

Article 1. Interpretation

1. In the present Agreement, “UNESCO” means the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. “The Centre” means the Regional Centre for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage of Latin America in Cuzco (Peru).

3. “The Government” means the Government of the Republic of Peru.

4. “The Convention” means the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage, adopted by the General Conference of UNESCO in October 2003.

5. “The Intergovernmental Committee” means the body provided for in article 5 of the Convention.

6. “The participating States” means the States which have sent the Director-General of UNESCO a notification in conformity with the provisions of paragraph 2 of article 3 of the present Agreement.

Article 2. Establishment

The Government agrees to take any measures that may be required for the setting up and operation, in Peru, in accordance with the provisions of the present Agreement, of the Regional

Centre for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage of Latin America, which would have its headquarters in the city of Cuzco (Peru).

Article 3. Participation

1. The Centre shall be an autonomous international institution at the service of the States members of UNESCO in order to support activities safeguarding the intangible cultural heritage of the countries of Latin America wishing to cooperate with it.

2. States members of the Latin American region wishing to participate in the Centre's activities, as provided for under the present Agreement, shall send the Director-General of UNESCO notification to this effect, as well as the designation of a national institution in charge of the safeguarding of the intangible cultural heritage. The Director-General shall inform the Centre and the member States mentioned above of the receipt of such notifications.

Article 4. Purpose of the Agreement

The purpose of the present Agreement is to define the terms and conditions governing collaboration between UNESCO and the Government of the Republic of Peru and also the rights and obligations deriving therefrom for the parties.

Article 5. Legal personality

The Centre shall enjoy, in the territory of the Republic of Peru, the personality and legal capacity necessary for the exercise of its functions, in particular the capacity: to contract, to institute legal proceedings, and to acquire and dispose of movable and immovable property.

Article 6. Objectives and functions

1. The objectives of the Centre shall be to:

(a) Coordinate, exchange and disseminate activities safeguarding the intangible cultural heritage of the member States;

(b) Promote the implementation and follow-up of the UNESCO Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage and other international legal instruments in force in this field;

(c) Promote and reinforce cooperation between the countries in the region and support national capacities in this field;

(d) Raise awareness in the participating States in order to involve the communities in activities to safeguard their intangible cultural heritage.

2. The functions of the Centre shall be to:

(a) Establish forums for discussion and exchange;

(b) Gather, organize and disseminate information regarding the intangible cultural heritage;

(c) Establish networks for the exchange of information, specialists and cultural workers;

(d) Promote cooperation between institutions;

- (e) Maintain a link with the Intergovernmental Committee;
- (f) Promote regional training and capacity-building at the request of participating States; and
- (g) Promote regional activities to raise awareness concerning enhancement of the intangible cultural heritage through the media.

Article 7. Governing Board

1. The Centre shall be guided by a Governing Board renewed every two years composed of:
 - (a) A representative of the interested Government;
 - (b) A civil society representative of the country concerned;
 - (c) A representative of the Government and a civil society representative of each of the other participating States;
 - (d) A representative of the Director-General of UNESCO.(Each participating State shall determine the mechanism for selecting the civil society representative.)
2. The Governing Board shall:
 - (a) Approve the medium-term and long-term programmes of the Centre;
 - (b) Approve the annual programme and budget of the Centre, including the staffing table;
 - (c) Examine the annual reports submitted by the Director of the Centre;
 - (d) Draft the rules and regulations and determine the financial, administrative and personnel management procedures for the Centre;
 - (e) Decide on the participation of regional intergovernmental organizations and international organizations in the work of the Centre;
 - (f) Approve the financial reports submitted by the Director.
3. The Governing Board shall meet in ordinary session at regular intervals, at least once every calendar year. It shall meet in extraordinary session if convened by its Chair, either on his or her own initiative or at the request of the Director-General of UNESCO or of a two-thirds majority of its members.
4. The Board shall draw up its own rules of procedures. For its first meeting, the procedure shall be established by the Government and UNESCO.

Article 8. The Executive Committee

1. In order to ensure the effective functioning of the Centre, an Executive Committee composed of five members elected by the Governing Board shall be created. The Committee shall meet at least twice a year and shall:
 - (a) Supervise the programmes of the Centre;
 - (b) Ensure the monitoring of the activities of the Centre approved by the Governing Board;
 - (c) Review the programme and the budget, and submit its recommendations to the Governing Board;
 - (d) Propose candidates for the post of Director of the Centre to the Governing Board.

2. The Executive Committee shall draw up its own rules of procedure.

Article 9. Secretariat

1. The Secretariat of the Centre shall consist of a Director and such staff as necessary for the proper functioning of the Centre.

2. The Director shall be appointed for a period of four years by the Governing Board, after consultations with the Director-General of UNESCO, and shall have been university-trained and have recognized professional experience in one of the fields of intangible cultural heritage.

3. The other members of the Secretariat may comprise:

(a) Any person appointed by the Director, in accordance with the procedures laid down by the Governing Board;

(b) Government officials made available to the Centre, as provided by national regulations.

Article 10. Duties of the Director

The Director shall perform the following duties:

(a) Direct the work of the Centre in accordance with programmes and guidelines established by the Governing Board and the Executive Committee;

(b) Propose the draft programmes and budget to be submitted to the Governing Board for approval;

(c) Prepare the provisional agenda for the sessions of the Governing Board and the Executive Committee and submit to them any proposals that he or she may deem useful for administration of the Centre;

(d) Establish and submit reports on the activities of the Centre to the Board;

(e) Represent the Centre in law and in all civil acts;

(f) Appoint staff members in accordance with staff regulations approved by the Governing Board.

Article 11. Contribution of UNESCO

1. UNESCO shall provide assistance in the form of technical and administrative assistance for the establishment and operation of the Centre. The General Conference of UNESCO may decide to finance specific Centre activities provided that they are considered to be in accordance with the strategic goals and objectives of the Organization.

2. UNESCO shall involve the Centre in the execution of activities relating to the safeguarding of the intangible cultural heritage of the region and the strengthening of national and local capacities to safeguard that heritage.

3. UNESCO shall agree to:

- Provide the assistance of its experts in the fields of the safeguarding of the intangible cultural heritage;

- Include the Centre in various programmes which it implements and in which the participation of the latter seems necessary to it.

4. UNESCO shall encourage the international governmental and non-governmental financial entities, as well as States members of UNESCO, to provide financial and technical assistance and to propose applicable projects to the Centre, and shall facilitate contacts with any other international organizations interested in the safeguarding of the intangible cultural heritage.

5. In all the cases listed above, this contribution shall be provided for in the programme and budget of UNESCO.

Article 12. Contribution of the Government

1. The Government shall commit to providing all the resources, either financial or in kind, needed for the administration and proper functioning of the Centre by:

- Making premises available to the Centre for its headquarters in Cuzco;
- Assuming entirely during the period 2006-2011 the operating and maintenance costs of the Centre and examining the use of these resources annually;
- Allocating an annual budget of \$500,000 to the Centre via the National Institute of Culture of Cuzco. This amount shall cover the administrative costs of running the Centre, the organizational expenses of the Governing Board and Executive Committee and the costs of organizing particular activities;
- Making available to the Centre the administrative staff necessary for the performance of its functions and covering the corresponding expenses.

Article 13. Privileges and immunities

1. The Government shall apply to UNESCO and its officials and experts, and to the representatives of member States and associate members attending the sessions of governing bodies, the provisions of the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies.

2. The Government shall authorize the entry, free of visa charges, the sojourn in its territory and the exit of any person invited to attend the sessions of the Governing Board and the Executive Committee or proceeding to the Centre on official business.

3. The goods, assets and income of the Centre shall be exempt from all direct taxes. Furthermore, the Centre shall be exempted from the payment of any fees or taxes with respect to equipment, supplies and documents imported or exported for its official use.

4. The Centre may have accounts in any currency, hold funds and foreign exchange of any kind and transfer them freely.

5. The Government shall be responsible for dealing with any claims which may be brought by third persons against UNESCO, against members of its staff or against other persons employed by the Centre and shall hold UNESCO and the above-mentioned persons harmless from any claims or liabilities resulting from operations conducted by the Centre under the present Agreement, except where it is agreed by UNESCO and the Government that such claims or liabilities arise from the gross negligence or wilful misconduct of such persons.

Article 14. Responsibility

As the Centre is legally separate from UNESCO, the latter shall not be legally responsible for it and shall bear no liabilities of any kind, be they financial or otherwise, with the exception of the provisions expressly laid down in the present Agreement.

Article 15. Evaluation

1. UNESCO may, at any time, carry out an evaluation of the activities of the Centre in order to check:

- Whether the Centre makes an important contribution to the strategic goals of UNESCO;
- Whether the activities effectively pursued by the Centre are in conformity with those set out in the present Agreement.

2. UNESCO shall agree to submit to the Government, at the earliest opportunity, a report on any evaluation.

3. UNESCO shall reserve the option to denounce the present Agreement or amend its contents, following the results of an evaluation.

Article 16. Use of UNESCO name and logo

1. The Centre may mention its affiliation with UNESCO. It may therefore use after its title the mention “under the auspices of UNESCO”.

2. The Centre is authorized to use the UNESCO logo or a version thereof on its letter-headed paper and documents.

Article 17. Duration of UNESCO assistance

The assistance of UNESCO under the present Agreement shall be granted for a period of six years as from its entry into force and may be renewed by mutual agreement.

Article 18. Entry into force

The present Agreement shall enter into force upon meeting the formalities required to that effect by the domestic law of Peru and by the internal regulations of UNESCO.

Article 19. Denunciation

1. Failure to observe one or more of the obligations contained in the present Agreement by one of the parties shall entitle the other to denounce unilaterally the Agreement.

2. The denunciation shall take effect within six months following receipt of the notification sent by one of the contracting parties to the other.

Article 20. Revision

The present Agreement may be revised by consent between UNESCO and the Government.

Article 21. Settlement of disputes

1. Any dispute between UNESCO and the Government concerning the interpretation or application of the present Agreement, if it is not settled by negotiation or any other appropriate method agreed to by the parties, shall be submitted for final decision to an arbitration tribunal composed of three members; one shall be appointed by the Director-General of UNESCO, another by the Government and the third, who shall preside over the tribunal, chosen by these two. If the two arbitrators cannot agree on the choice of the third, the appointment shall be made by the President of the International Court of Justice.

2. The Tribunal's decision shall be final.

DONE in two copies, in the French and Spanish languages, on 22 February 2006.

IN WITNESS WHEREOF, we have appended our signatures.

For the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization:

KŌICHIRO MATSUURA

Director-General

For the Government of the Republic of Peru:

OSCAR MAÚRTUA DE ROMAÑA

Minister for Foreign Affairs